



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 62

## **Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires**

---

**Présentation**



**Présenté par  
M. Herbert Marx  
Ministre de la Justice**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi apporte diverses modifications à la Loi sur les tribunaux judiciaires.*

*Ce projet de loi confère aux tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Roberval une juridiction concurrente avec ceux siégeant dans le district judiciaire d'Abitibi sur une partie du district d'Abitibi comprenant la réserve indienne d'Obedjiwan.*

*Il prévoit également que la publicité des dates des termes de la Cour supérieure en matière criminelle sera dorénavant assurée par voie d'affichage au greffe du district concerné.*

*Enfin, ce projet de loi autorise le Conseil de la magistrature à prendre connaissance des dossiers pertinents du Tribunal de la jeunesse lorsqu'une plainte est portée contre un juge de ce tribunal pour un manquement au Code de déontologie.*

# Projet de loi 62

## Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'intitulé de la sous-section 2 de la section V de la partie I de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est remplacé par le suivant:

« § 2.—*Dispositions relatives aux districts d'Abitibi et de Roberval* ».

**2.** L'article 60 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Ils ont aussi juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire d'Abitibi, suivant leur compétence respective dans toutes les affaires civiles, criminelles et pénales, sur la partie du district judiciaire d'Abitibi située au sud de la limite sud des Cantons de Belmont, L'Espinay, Bressant, Chambalon, Beaujours et Feuquières, à l'est de la ligne méridienne 75°31'32" et au nord de la limite nord des cantons de Provancher, Achintre, Sulte et Huguenin. ».

**3.** L'article 75 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **75.** Le juge en chef, le juge en chef associé ou, suivant le cas, le juge en chef adjoint fixent les dates auxquelles commencent ces termes. Ces dates sont affichées au greffe du district concerné. ».

**4.** L'article 265 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « et, si la plainte est portée contre un

juge du Tribunal de la jeunesse, prendre connaissance du dossier pertinent de ce tribunal même si ce dossier est confidentiel en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse. ».

**5.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.